

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3919

[C — 2010/29607]

7 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rétablissant, de manière temporaire, la réglementation relative au programme de dépistage du cancer du sein par mammographie analogique en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, notamment les articles 4, § 1^{er}, 4°, 17bis, modifiés par les décrets du 17 juillet 2003 et du 26 mars 2009, et 17ter, modifié par les décrets du 17 juillet 2003 et du 19 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 relatif au programme de dépistage du cancer du sein par mammographie numérique en Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 fixant le protocole du programme de dépistage du cancer du sein par mammographie numérique en Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juin 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la Promotion de la Santé, donné le 23 avril 2010;

Vu l'avis 48.469/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 juillet 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que plusieurs unités de radiologie n'ont pu intégrer le programme de dépistage par mammographie numérique en l'absence temporaire du matériel numérique nécessaire;

Considérant dès lors que depuis le 1^{er} janvier 2010, la couverture géographique en unités agréées est insuffisante pour garantir une participation maximale des femmes;

Considérant que les unités radiologiques « analogiques » peuvent aider à compléter cette couverture;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage du cancer du sein par mammographie et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 2005 fixant le protocole du programme de dépistage du cancer du sein en Communauté française comportent toutes les conditions pour permettre la prolongation temporaire du dépistage par mammographie analogique;

Sur proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2012, sont rétablis, dans leur version applicable au 31 décembre 2009 :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 2005 fixant le protocole du programme de dépistage du cancer du sein en Communauté française;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie, tel que modifié par les arrêtés des 11 juillet 2008 et 14 mai 2009.

Art. 2. Durant la période du 1^{er} janvier 2010 à la date de la publication du présent arrêté, les unités de mammographie sont dispensées de la réalisation des tests annuels semestriels, hebdomadaires et journaliers visés aux articles 34, alinéa 2, 38, alinéa 3, 39, 40, 41, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie.

Art. 3. Les unités de mammographie bénéficiant d'un agrément provisoire à la date du 31 décembre 2009 peuvent obtenir, en vue de la réalisation de l'évaluation visée à l'article 43 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie, un renouvellement de leur agrément provisoire pour une durée maximale d'un an, à condition :

a) d'avoir conclu un accord de collaboration avec le « Centre de deuxième lecture » ou le « Centre bruxellois de Coordination » pour le dépistage du cancer du sein pour les unités exerçant leurs activités dans les hôpitaux universitaires de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

b) d'introduire auprès de l'Administration, par lettre recommandée, une demande dûment motivée accompagnée :

1° d'un certificat de conformité au sens de l'article 31, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie datant de moins de trois mois;

2° d'une liste actualisée du personnel qualifié et spécialisé en radiodiagnostic capable d'effectuer une première lecture satisfaisant aux conditions décrites à l'article 3, § 2, 5°, du même arrêté ainsi que pour les nouveaux radiologues, un *curriculum vitae* attestant de leur formation et de leur activité en sénologie;

3° d'une copie de l'accord de collaboration prévu au a).

Art. 4. Les unités de mammographie bénéficiant d'un agrément définitif arrivant à échéance à la date du 31 décembre 2009 ou entre cette date et la date de publication du présent arrêté, disposent d'un délai maximal de trois mois à compter de la date de publication du présent arrêté pour introduire, conformément à l'article 52, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie, une nouvelle demande d'agrément définitif accompagnée :

1° d'un certificat de conformité au sens de l'article 31, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie datant de moins de trois mois;

2° d'une liste actualisée du personnel qualifié et spécialisé en radiodiagnostic capable d'effectuer une première lecture satisfaisant aux conditions décrites à l'article 3, § 2, 5°, du même arrêté ainsi que pour les nouveaux radiologues, un *curriculum vitae* attestant de leur formation et de leur activité en sénologie;

3° d'une copie de l'accord de collaboration prévu à l'article 3, a).

Art. 5. Les unités de mammographie bénéficiant d'un agrément définitif en cours à la date de publication du présent arrêté, peuvent continuer à bénéficier de cet agrément pour autant qu'elles introduisent auprès de l'Administration, par lettre recommandée et dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté, une demande motivée accompagnée :

1° d'un certificat de conformité au sens de l'article 31, § 1^{er}, al. 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 2006 en matière de dépistage de cancer du sein par mammographie datant de moins de trois mois;

2° d'une liste actualisée du personnel qualifié et spécialisé en radiodiagnostic capable d'effectuer une première lecture satisfaisant aux conditions décrites à l'article 3, § 2, 5°, du même arrêté ainsi que pour les nouveaux radiologues, un *curriculum vitae* attestant de leur formation et de leur activité en sénologie;

3° d'une copie de l'accord de collaboration prévu à l'art. 3, a).

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2010.

Art. 7. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 2010.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3919

[C — 2010/29607]

7 OKTOBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende tijdelijke wederinvoering van de regeling inzake borstkankeropsporing door middel van analoge mammografie in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, 4°, 17bis, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2003 en 26 maart 2009, en 17ter, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2003 en 19 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juli 2008 betreffende het programma voor borstkankeropsporing door middel van digitale mammografie in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 14 mei 2009;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juli 2008 tot vaststelling van het protocol voor het programma voor borstkankeropsporing door middel van digitale mammografie in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 juni 2010;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 23 april 2010;

Gelet op het advies 48.469/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 juli 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecordineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat verschillende radiologische eenheden het programma voor opsporing door middel van digitale mammografie niet hebben kunnen opnemen omdat het noodzakelijke digitale materiaal tijdelijk niet voorhanden was;

Overwegende dat de geografische dekking door erkende eenheden bijgevolg sedert 1 januari 2010 onvoldoende is om een maximale deelneming van de vrouwen mogelijk te maken;

Overwegende dat de « analoge » radiologische eenheden kunnen bijdragen tot de aanvulling van die dekking;

Overwegende dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing en het besluit van 20 oktober 2005 houdende vaststelling van het protocol voor het programma voor mammografische borstkankerscreening in de Franse Gemeenschap alle voorwaarden bevatten om de tijdelijke verlenging van de opsporing door middel van analoge mammografie mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Artikel 1. Voor de periode van 1 januari 2010 tot 31 december 2012, zijn de volgende besluiten opnieuw van kracht, in hun versie die op 31 december 2009 toepasselijk was :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 2005 houdende vaststelling van het protocol voor het programma voor mammografische borstkankerscreening in de Franse Gemeenschap;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing, zoals gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 2008 en 14 mei 2009.

Art. 2. Gedurende de periode van 1 januari 2010 tot de datum van bekendmaking van dit besluit, worden de mammografische eenheden vrijgesteld van de verwezenlijking van de zesmaandelijkse, wekelijkse en dagelijkse jaartests bedoeld in de artikelen 34, tweede lid, 38, derde lid, 39, 40, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing.

Art. 3. De mammografische eenheden die op 31 december 2009 een voorlopige erkenning genoten, kunnen, met het oog op de verwezenlijking van de evaluatie bedoeld in artikel 43 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing, een hernieuwing van hun voorlopige erkenning voor een maximumperiode van één jaar krijgen, op voorwaarde dat ze :

a) een medewerkingsakkoord hebben gesloten met het « Centre de deuxième lecture » (centrum voor tweede lezing) of het « Centre bruxellois de Coördination » (Brussels Coördinatiecentrum) voor de borstkankeropsporing voor de eenheden die hun activiteiten in de universitaire ziekenhuizen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad uitoefenen;

b) bij een aangetekend schrijven, bij de administratie een behoorlijk met redenen omklede aanvraag indienen, samen met :

1° een conformiteitsgetuigschrift in de zin van artikel 31, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing, dat minder dan drie maanden oud is;

2° een bijgehouden lijst van het geschoold personeel, gespecialiseerd in radiodiagnose, dat een eerste lezing kan uitvoeren die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 2, 5°, van hetzelfde besluit, alsook, voor de nieuwe radiologen, een *urriculum vitae* dat het bewijs levert van hun opleiding en van hun activiteit inzake senologie;

3° een afschrift van het in a) bedoelde medewerkingsakkoord.

Art. 4. De mammografische eenheden die een definitieve erkenning genieten die vervalft op 31 december 2009 of tussen die datum en de datum van bekendmaking van dit besluit, beschikken over een maximumtermijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit, om, overeenkomstig artikel 52, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing, een nieuwe aanvraag om definitieve erkenning in te dienen, samen met :

1° een conformiteitsgetuigschrift in de zin van artikel 31, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing, dat minder dan drie maanden oud is;

2° een bijgehouden lijst van het geschoold personeel, gespecialiseerd in radiodiagnose, dat een eerste lezing kan uitvoeren die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 2, 5°, van hetzelfde besluit, alsook, voor de nieuwe radiologen, een *curriculum vitae* dat het bewijs levert van hun opleiding en van hun activiteit inzake senologie;

3° een afschrift van het in artikel 3, a) bedoelde medewerkingsakkoord.

Art. 5. De mammografische eenheden die een definitieve erkenning genieten die geldend is op de datum van bekendmaking van dit besluit, kunnen die erkenning verder blijven genieten, voor zover ze bij de Administratie, bij een aangetekend schrijven en binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de bekendmaking van dit besluit, een met redenen omklede aanvraag indienen, samen met :

1° een conformiteitsgetuigschrift in de zin van artikel 31, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 inzake mammografische borstkankeropsporing, dat minder dan drie maanden oud is;

2° een bijgehouden lijst van het geschoold personeel, gespecialiseerd in radiodiagnose, dat een eerste lezing kan uitvoeren die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 2, 5°, van hetzelfde besluit, alsook, voor de nieuwe radiologen, een *curriculum vitae* dat het bewijs levert van hun opleiding en van hun activiteit inzake senologie;

3° een afschrift van het in artikel 3, a) bedoelde medewerkingsakkoord.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010.

Art. 7. De Minister bevoegd voor Gezondheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 oktober 2010.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN